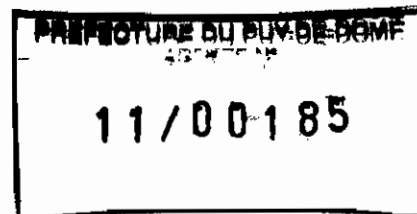




Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU PUY-DE-DÔME



DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

Service Prospective Aménagement Risques

ARRETE MODIFICATIF

N° 2011 / PREF 63 /

**relatif au Plan de Prévention des Risques
Naturels prévisibles –
Mouvement de terrain – sur le territoire
de la commune du Mont-Dore**

Le Préfet de la région Auvergne,
Préfet du Puy-de-Dôme
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L.562-1 et suivants, et R.562-1 et suivants,

VU l'arrêté préfectoral 08/04175 du 22 décembre 2008 approuvant le plan de prévention des risques naturels prévisibles – mouvement de terrain – sur le territoire de la commune du Mont-Dore.

CONSIDERANT que le plan de prévention des risques naturels prévisibles – mouvement de terrain – sur le territoire de la commune du Mont-Dore, comporte, dans sa planche n°3, une "erreur manifeste" (les zones B1 et B2 ainsi que les zones R1 et R2 sont correctement cartographiées et identifiées, mais leur couleur ne correspond pas à la légende) qu'il convient de corriger, les planches 1 et 2 étant par ailleurs correctes.

ARRETE

ARTICLE 1^{er}

La planche n°3 visée à l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 22 décembre 2008 susvisé est remplacée par la planche n°3 modifiée jointe au présent arrêté.

Les autres dispositions de l'arrêté du 22 décembre 2008 restent inchangées.

ARTICLE 2

Le présent arrêté est notifié :

- au maire du Mont-Dore,
- au président de la communauté de communes du massif du Sancy,
- au président du Conseil Général du Puy-de-dôme,
- au Directeur Départemental des Territoires du Puy-de-Dôme,
- au Directeur Régional de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement Auvergne,
- au Directeur Départemental de la Protection des Populations du Puy-de-Dôme.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Puy-de-Dôme et affiché pendant un mois dans la mairie du Mont-Dore ainsi qu'au siège de la communauté de communes du massif du Sancy.

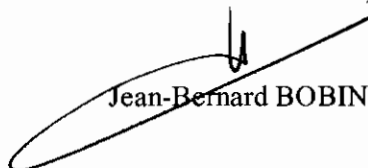
Mention de cet affichage est insérée dans un journal diffusé dans le département.

ARTICLE 3

Le Secrétaire général de la Préfecture du Puy-de-Dôme, le maire du Mont-Dore et le Directeur Départemental des Territoires du Puy-de-Dôme sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Fait à Clermont-Ferrand, le - 3 FEV. 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,


Jean-Bernard BOBIN

ARRÊTÉ

Préfectoral d'approbation du Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles, – Mouvement de Terrain – sur la commune du Mont-Dore

LE PRÉFET DE LA RÉGION AUVERGNE
PRÉFET DU PUY-DE-DÔME
Officier de la légion d'honneur
Commandeur de l'ordre national du mérite

Vu le Code de l'Environnement, notamment ses articles L 562-1 et suivants et R 562-1 et suivants,

Vu l'arrêté préfectoral en date du 14 janvier 2004 modifié, prescrivant le Plan de Prévention des Risques Naturels Majeurs Prévisibles –mouvement de terrain – sur la commune du Mont-Dore,

Vu l'Arrêté Préfectoral du 23 mai 2008 prescrivant une enquête publique sur le projet de Plan précité,

Vu les résultats de l'enquête publique et notamment les conclusions du commissaire-Enquêteur en août 2008,

Vu l'avis du Conseil Municipal du Mont-Dore en date du 29 mai 2008,

Vu l'avis du Conseil Général du Puy-de-Dôme du 19 juin 2008,

Vu l'avis de la Chambre d'Agriculture du 06 juin 2008,

Vu l'avis du centre régional de la propriété forestière d'Auvergne du 29 juillet 2008,

Vu les modifications apportées au projet de plan pour tenir compte des remarques de l'enquête publique,

ARRÊTÉ

ARTICLE 1^{er} : Le Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles – mouvement de terrain – sur la commune du Mont-Dore, est approuvé tel qu'il figure dans le dossier annexé au présent arrêté.

Le dossier est composé de documents :

- 1/ note de présentation ;
- 2/ règlement ;
- 3/ Plans de zonage réglementaire
 - Planche 1 (échelle 1/5 000)
 - Planche 2 (échelle 1/5 000)
 - Planche 3 (échelle 1/10 000)

Pièces annexes à la note de présentation :

- 4/ Cartes des phénomènes naturels (aléas)
 - Planche 1 (échelle 1/5 000)
 - Planche 2 (échelle 1/5 000)
 - Planche 3 (échelle 1/10 000)
- 5/ Carte descriptive de l'utilisation du sols (enjeux)

ARTICLE 2 : Le Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles – mouvement de terrain – sur la commune du Mont-Dore, approuvé, sera tenu à la disposition du public en Préfecture et dans la mairie concernée.

ARTICLE 3 : Une copie du présent arrêté sera affichée dans la mairie de la commune du Mont-Dore pendant un mois au minimum, accompagnée d'une mention des dispositions de l'article 2.

ARTICLE 4 : Mention du présent arrêté sera publiée au Registre des Actes Administratifs de l'Etat dans le Département, ainsi que dans deux journaux régionaux et locaux dans le département, accompagnée d'une mention des dispositions de l'article 2.

ARTICLE 5 : Le Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles – mouvement de terrain – sur la commune du Mont-Dore en tant que servitude d'utilité publique devra être annexé dans le délai d'un an au Plan d'Occupation des Sols / Plan Local d'Urbanisme de la commune du Mont-Dore dans les conditions prévues aux articles R 126-1, R 126-2 et R 123 – 14-1 du Code de l'Urbanisme.

ARTICLE 6 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- M. le Maire du Mont-Dore,
- M. le Président du Conseil Général du Puy de Dôme
- M. le Directeur Régional et Départemental de l'Equipement.

Fait à Clermont-Ferrand, le
Le Préfet

22 DEC 2008

Copie certifiée conforme
le chef du bureau du cc

Ginette ALKHAL



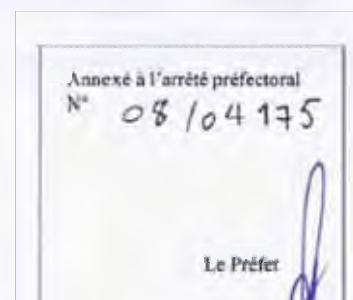
Dominique SCHMITT



PRÉFECTURE DU PUY-DE-DOME

Plan de Prévention des Risques naturels prévisibles
– Mouvements de Terrain –
Commune du Mont-Dore

2. RÈGLEMENT



TITRE 1 – DISPOSITIONS GENERALES ET RAPPELS **3**

Article 1 – champ d’application du plan de prévention des risques naturels « mouvements de terrains »	3
Article 2 – les effets du plan de prévention des risques naturels	3
Article 3 – rappel des principes du zonage du plan	4

TITRE 2 – MESURES DE PREVENTION DE PROTECTION ET DE SAUVEGARDE **5**

ARTICLE 1 – Mesures de protection à mettre en place	5
ARTICLE 2 – Mesures de surveillance	6

TITRE 3 - DISPOSITIONS APLICABLES EN MATIERE D'UTILISATION DES SOLS **7**

CHAPITRE 1 : DISPOSITIONS APPLICABLES EN ZONE ROUGE R1 **7**

ARTICLE 1 – Dispositions relatives aux projets nouveaux	7
2-1: Sont interdits	7
2-1 Sont autorisés sous conditions	7
ARTICLE 2 – Dispositions relatives aux projets sur les biens et activités existants	7
2-1- Sont interdits	7
2-2 –Sont autorisés sous condition	7

CHAPITRE 2 – DISPOSITIONS APPLICABLES EN ZONE ROUGE R2 **8**

ARTICLE 1 – Dispositions relatives aux projets nouveaux	8
1-1 Sont interdits	8
1-2 Sont autorisés sous conditions	8
ARTICLE 2 – Dispositions relatives aux projets sur les biens et activités existants	8
2-1 Sont interdits	8
2-2 Sont autorisés sous conditions	8

CHAPITRE 3 – DISPOSITIONS APPLICABLES EN ZONE BLEUE B1 **9**

ARTICLE 1 – Dispositions relatives aux projets nouveaux	9
1-1 Sont interdits	9
1-2 Sont autorisés sous conditions	9
ARTICLE 2 – Dispositions relatives aux projets sur les biens et activités existants	9
Recommandations	9

CHAPITRE 4 – DISPOSITIONS APPLICABLES EN ZONE BLEUE B2 **10**

ARTICLE 1 – Dispositions relatives aux projets nouveaux	10
1-1 Sont interdits	10
1-2 Sont autorisés sous conditions	10
ARTICLE 2– Dispositions relatives aux projets sur les biens et activités existants	10
Recommandations	10

CHAPITRE 5 – DISPOSITIONS APPLICABLES EN ZONE JAUNE J **11**

ARTICLE 1 – Dispositions relatives aux projets nouveaux	11
Recommandations	11
ARTICLE 2 – Dispositions relatives aux projets sur les biens et activités existants	11

TITRE 1 – DISPOSITIONS GENERALES ET RAPPELS

Article 1 – champ d'application du plan de prévention des risques naturels « mouvements de terrains »

Le règlement du plan s'applique au territoire couvert par le Plan de Prévention des risques naturels « mouvements de terrains » sur la commune du MONT- DORE, à l'exception du secteur couvert par le plan de prévention des risques naturels prévisibles mouvements de terrain des Égravats.

Il détermine :

- les mesures de **protection** et de prévention à mettre en œuvre pour les risques naturels prévisibles mouvements de terrain représentés sur la carte des événements et impacts prévisibles (aléas) sur la commune,
- les mesures de **prévention** à mettre en oeuvre pour lutter contre le risque mouvement de terrain,
- les dispositions applicables à l'implantation de toutes constructions et installations, à l'exécution de tous travaux et à l'exercice de toutes activités, ainsi qu'aux biens et activités existants, sans préjudice de l'application des autres législations réglementaires en vigueur.

Article 2 – les effets du plan de prévention des risques naturels

Les mesures de prévention définies par le plan s'imposent à toutes constructions, aux travaux, installations et activités entrepris ou exercés.

La nature et les conditions d'exécution des techniques de prévention prises pour l'application du présent règlement, sont définies et mises en œuvre sous la responsabilité du maître d'ouvrage pour les constructions, travaux et installations visés.

Les dispositions de ce règlement constituent des mesures minimales de prévention individuelles ou collectives. Il appartient aux différents maîtres d'ouvrages de prendre en compte les risques affichés, et de prévoir les mesures de prévention en conséquence.

En matière d'urbanisme le Plan de Prévention vaut servitude d'utilité publique (art. L562-4 du Code de l'Environnement). Il est annexé au Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune concernée, conformément à l'article L126-1 du Code de l'Urbanisme.

Article 3 – rappel des principes du zonage du plan

Le présent règlement précise, pour chaque zone délimitée sur les documents graphiques, les mesures de prévention et de protection ainsi que les mesures d'interdiction et les prescriptions applicables.

Le territoire couvert par le P.P.R. est divisé en zones rouges, bleues, jaune et blanche; dans toutes ces zones, l'existence des événements et impacts prévisibles (aléas) impose que certaines occupations des sols soient interdites, mais permet toutefois que certains travaux puissent être réalisés.

Le territoire inclus dans le périmètre du Plan de Prévention des Risques a été divisé en six zones :

- une zone rouge R1 : zone exposée à un événement et impact prévisible (aléa fort) à vulnérabilité élevée, considérée globalement comme inconstructible. Cette zone correspond au croisement de l'aléa fort pour les mouvements de terrain avec la vulnérabilité et les enjeux les plus élevés.
- une zone rouge R2 : zone exposée à un événement et impact prévisible (aléa fort) à vulnérabilité intermédiaire ou faible. Cette zone correspond au croisement de l'aléa fort pour les mouvements de terrain avec une vulnérabilité et des enjeux intermédiaires ou faibles.
- une zone bleue B1 : zone exposée à un événement et impact prévisible (aléa moyen) à vulnérabilité élevée. Cette zone correspond au croisement de l'aléa moyen pour les mouvements de terrain avec une vulnérabilité et des enjeux les plus élevés.
- une zone bleue B2 : zone exposée à un événement et impact prévisible (aléa moyen) à vulnérabilité intermédiaire ou faible. Cette zone correspond au croisement de l'aléa moyen pour les mouvements de terrain avec une vulnérabilité et des enjeux intermédiaires ou faibles.
- une zone jaune J : zone exposée à un événement et impact prévisible (aléa faible). Cette zone correspond à un aléa faible pour les mouvements de terrain et dans tous les cas de vulnérabilité et enjeux.
- une zone blanche : zone exposée à un événement et impact prévisible (aléa nul) à très faible. Le règlement ne contient pas de prescription, ni d'interdiction particulière sur cette zone.

Le plan de zonage indique la délimitation de ces zones.

TITRE 2 – MESURES DE PREVENTION DE PROTECTION ET DE SAUVEGARDE

Les mesures de prévention, de protection, et de surveillance, objet des articles 1 et 2 du présent titre devront être mises en œuvre à l'initiative de la Commune du MONT-DORE et après accord des propriétaires des terrains concernés.

ARTICLE 1 – Mesures de protection à mettre en place

Les techniques principales à mettre en œuvre au MONT-DORE, au-dessus et le long de l'avenue de Clermont Ferrand, sur une longueur de l'ordre de 400 m, (voir localisation sur la figure 1) sont les suivantes :

- Débroussaillage, purges manuelles et mise en place d'ancrages passifs au niveau de la falaise sommitale afin d'éliminer ou de conforter les éléments les plus instables.
- Mise en place d'écrans verticaux métalliques déformables pare-blocs en pied de versant au-dessus des maisons à protéger. Ces écrans sont normalisés (NORME NF P 95-308).

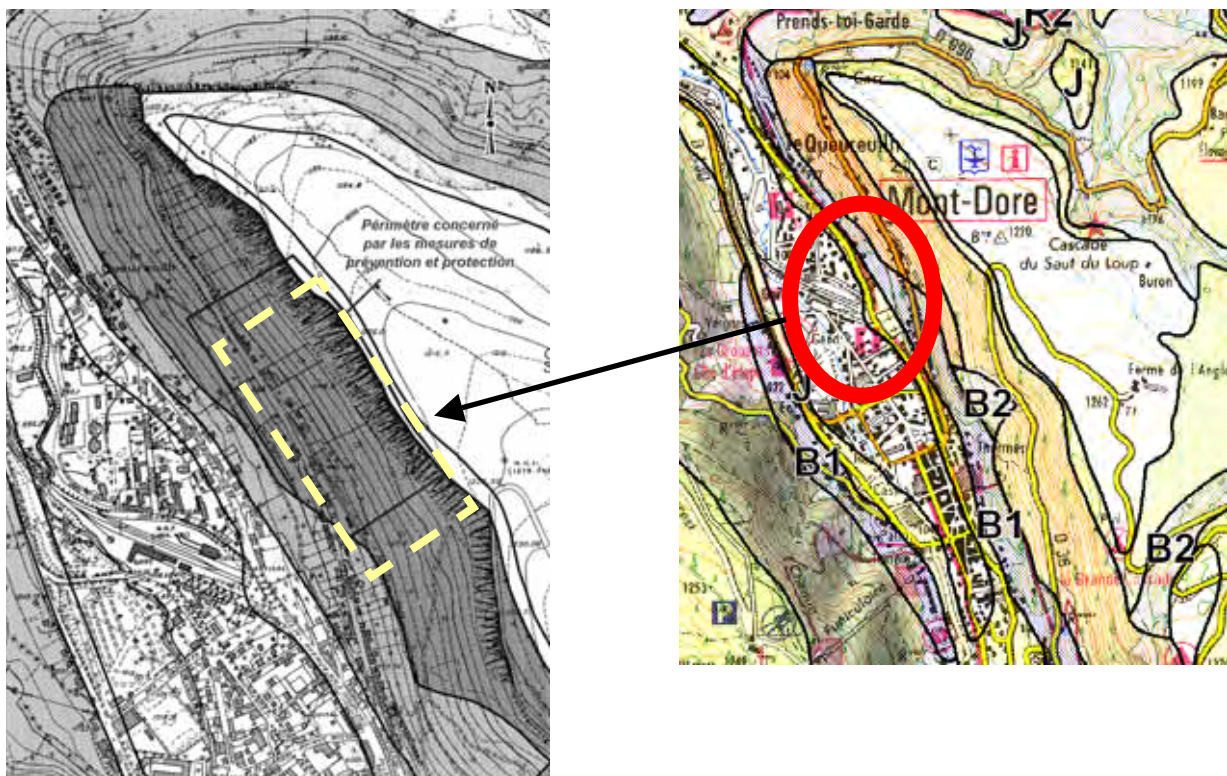
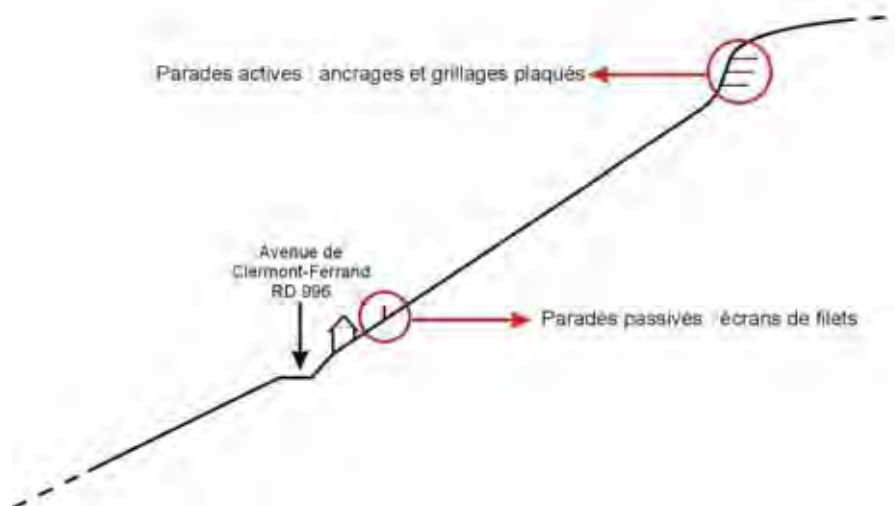


Figure 1

Ce secteur correspond à la seule zone urbanisée de la commune du Mont-Dore située en aléa fort.

Le principe de ces techniques est indiqué ci-dessous :

Figure 2 : Schéma de principe des mesures de protection



Ces mesures devront être définies et dimensionnées à partir d'une étude géomécanique spécifique de la falaise et une analyse trajectographique effectuée par un bureau d'études qualifié. Sa réalisation impliquera le lever d'un plan topographique détaillé sur la zone concernée.

Le délai de réalisation maximum est de 5 ans à compter de la date d'opposabilité du présent plan.

ARTICLE 2 – Mesures de surveillance

L'ensemble des ouvrages de prévention ou de protection réalisé devra faire l'objet d'une surveillance afin de s'assurer du bon fonctionnement des ouvrages cités décrits à l'article 1 du Titre 3.

Leur entretien et leur réparation éventuelle en cas de sollicitations par des éboulements rocheux devront être assurés à l'initiative de la commune du MONT-DORE.

Une inspection du versant, par un géologue, à l'initiative de la commune, devra être effectuée suivant une fréquence comprise entre 2 et 5 ans selon l'évolution du site et concernera l'état des dispositifs mis en œuvre.

Les résultats de ces mesures seront tenus à la disposition du public à la mairie du MONT-DORE.

TITRE 3 - DISPOSITIONS APLICABLES EN MATIERE D'UTILISATION DES SOLS

CHAPITRE 1 : DISPOSITIONS APPLICABLES EN ZONE ROUGE R1

R1

ARTICLE 1 – Dispositions relatives aux projets nouveaux

2-1: Sont interdits

- les constructions nouvelles,
- les terrassements en déblai ou en remblai de plus de 2 m de hauteur,
- les installations destinées à l'hôtellerie de plein air (camping, caravaning, habitat léger de loisirs).

2-1 Sont autorisés sous conditions

- les ouvrages nécessaires au fonctionnement des services publics (transformateur EDF, relais téléphoniques.....) qui ne pourraient être implantés en d'autres lieux,
- les travaux nécessaires aux captages d'eau, sous réserve de la prise en compte du risque.

ARTICLE 2 – Dispositions relatives aux projets sur les biens et activités existants

Les travaux d'entretien et de gestion courants des habitations existantes sont autorisés, ainsi que les travaux de mise aux normes notamment pour satisfaire aux règles de sécurité et de santé.

2-1- Sont interdits

- les extensions de constructions portant sur une surface hors œuvre brute de plus de 20 m²,
- les reconstructions de maisons en ruines¹,
- toute création de logements supplémentaires ou d'établissement recevant du public (ERP), les défrichements.

2-2 –Sont autorisés sous condition

- les ouvrages nécessaires au fonctionnement des services publics, à la condition que ces services ne puissent pas être implantés en d'autres lieux.

¹ Sont considérés comme « ruines » les bâtiments dont les éléments porteurs ont été entièrement ou partiellement détruits ou qui ne présentent plus de caractère de stabilité

CHAPITRE 2 – DISPOSITIONS APPLICABLES EN ZONE ROUGE R2

R2

- les travaux d'entretien et de gestion courants des bâtiments existants sont autorisés.
- les travaux de mise aux normes notamment pour satisfaire aux règles de sécurité et de santé sont autorisés.

ARTICLE 1 – Dispositions relatives aux projets nouveaux

1-1 Sont interdits

- les constructions nouvelles qui ne présentent pas de vocation sportive à l'exception de celles mentionnées au § 2-2 ci-après,
- les installations destinées à l'hôtellerie de plein air (camping, caravanning, habitat léger de loisir).

1-2 Sont autorisés sous conditions

- les terrassements en déblai ou en remblai d'une hauteur supérieure à 2 m à la condition d'avoir fait l'objet d'une étude technique spécifique* sous la responsabilité du maître d'ouvrage,
- les constructions nouvelles à vocation sportive y compris les refuges de montagne, à la condition d'avoir fait l'objet d'une étude technique spécifique*,
- les travaux nécessaires au fonctionnement des services publics à la condition que ces services ne puissent pas être implantés en d'autres lieux,
- les travaux nécessaires aux captages d'eau, à la condition de la prise en compte du risque.

ARTICLE 2 – Dispositions relatives aux projets sur les biens et activités existants

2-1 Sont interdits

- Les déboisements sauf pour la création de pistes de ski ou d'accès nécessaires à la gestion de la forêt.

2-2 Sont autorisés sous conditions

- les extensions des constructions existantes à usage agricole à la condition qu'aucune surface ne soit destinée à l'habitat permanent,
- les reconstructions de bâtiments à vocation sportive, y compris les refuges de montage, sous réserve de la production d'une étude technique spécifique*.
- les coupes à blanc nécessaires à la gestion de la forêt, à la condition d'être obligatoirement suivies d'un reboisement.

* Cette étude devra analyser l'aléa mouvement de terrain au droit du site, les conséquences des terrassements envisagés sur celui-ci, à l'amont et à l'aval, ainsi que les mesures de prévention à prendre pour garantir la pérennité des conditions de stabilité.

CHAPITRE 3 – DISPOSITIONS APPLICABLES EN ZONE BLEUE B1

B1

- les travaux nécessaires au fonctionnement des services publics sont autorisés,
- les travaux nécessaires aux captages d'eau sont autorisés.

ARTICLE 1 – Dispositions relatives aux projets nouveaux

1-1 Sont interdits

- Néant.

1-2 Sont autorisés sous conditions

- les constructions nouvelles à la condition d'avoir fait l'objet d'une étude technique spécifique* analysant l'aléa mouvement de terrain au droit du site, l'impact du projet sur la stabilité du site, et définissant les mesures de prévention et de protection à mettre en œuvre.
- les terrassements en déblai ou en remblai d'une hauteur supérieure à 2 m à la condition d'avoir fait l'objet d'une étude technique spécifique*.

ARTICLE 2 – Dispositions relatives aux projets sur les biens et activités existants

Il n'est pas fixé de règles particulières.

Recommandations

- pour les extensions de construction portant sur la création de plus de 20 m² de surface hors œuvre brute et pour les reconstructions de maisons en ruines, la réalisation d'une étude technique spécifique* est conseillée.

* Cette étude devra analyser l'aléa mouvement de terrain au droit du site, les conséquences des terrassements envisagés sur celui-ci, à l'amont et à l'aval, ainsi que les mesures à prendre pour garantir la pérennité des conditions de stabilité.

CHAPITRE 4 – DISPOSITIONS APPLICABLES EN ZONE BLEUE B2

B2

- les travaux nécessaires au fonctionnement des services publics sont autorisés,
- les travaux nécessaires aux captages d'eau sont autorisés.

ARTICLE 1 – Dispositions relatives aux projets nouveaux

1-1 Sont interdits

- les constructions individuelles groupées.

1-2 Sont autorisés sous conditions

- les constructions individuelles à la condition d'avoir fait l'objet d'une étude technique spécifique*
- les terrassements en déblai et en remblai d'une hauteur supérieure à 2 m à la condition d'avoir fait l'objet d'une étude spécifique*.

ARTICLE 2– Dispositions relatives aux projets sur les biens et activités existants

Il n'est pas fixé de règles particulières.

Recommandations

Pour les extensions de constructions portant sur la création de plus de 20 m² de surface hors œuvre brute et pour les reconstructions de maisons en ruines, la réalisation d'une étude spécifique* est conseillée.

Il est recommandé, après déboisement, de maintenir l'équilibre du domaine forestier arboré en replantant les surfaces déboisées.

* Cette étude devra analyser l'aléa mouvement de terrain au droit du site, les conséquences des terrassements envisagés sur celui-ci, à l'amont et à l'aval, ainsi que les mesures à prendre pour garantir la pérennité des conditions de stabilité.

CHAPITRE 5 – DISPOSITIONS APPLICABLES EN ZONE JAUNE J

J

ARTICLE 1 – Dispositions relatives aux projets nouveaux

Il n'est pas fixé de règles particulières.

Recommandations

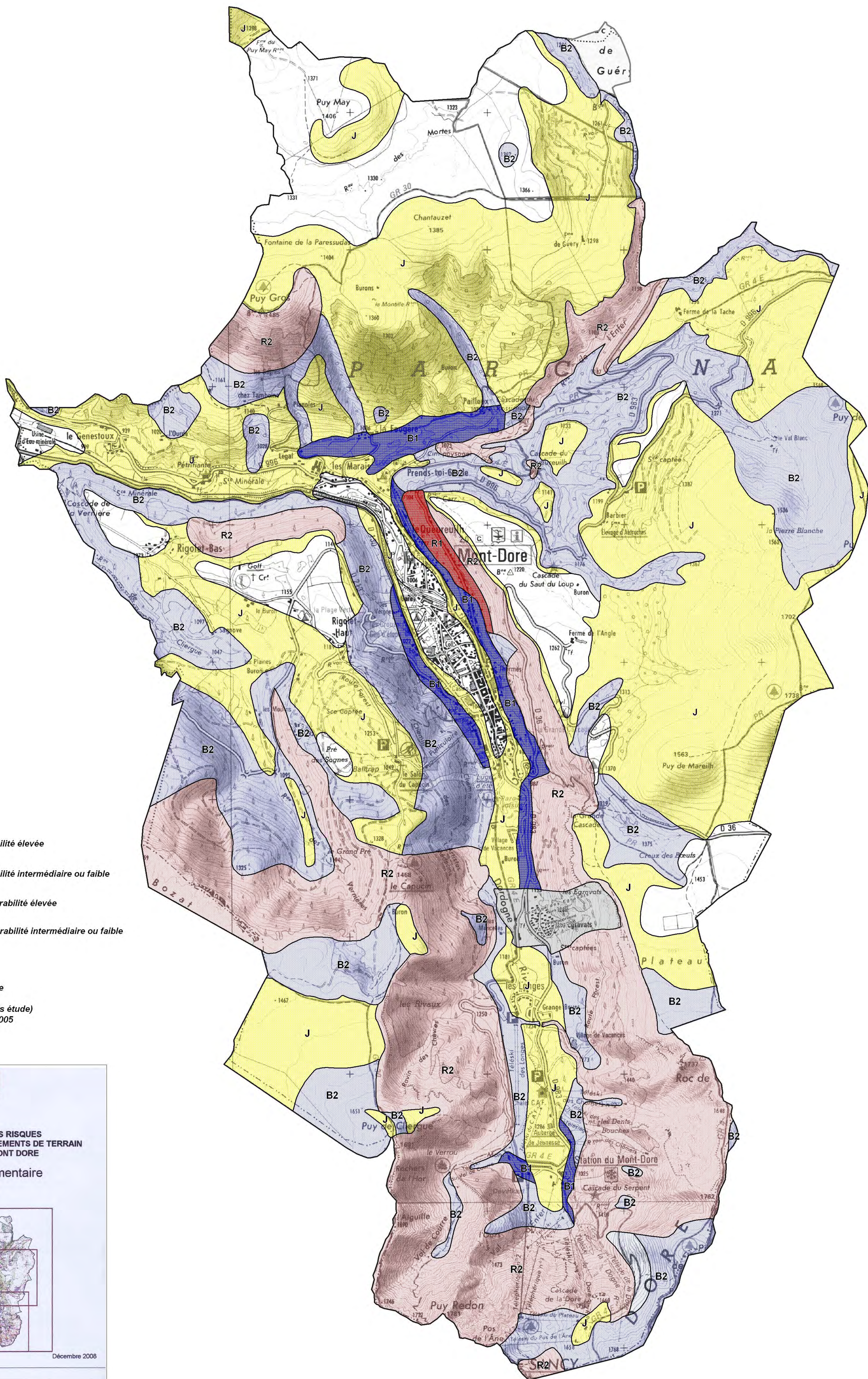
- pour les constructions nouvelles la réalisation d'une étude technique spécifique* est conseillée.
- pour les terrassements en déblai et en remblai d'une hauteur supérieure à 2 m la réalisation d'une étude technique spécifique* est conseillée.

ARTICLE 2 – Dispositions relatives aux projets sur les biens et activités existants

Il n'est pas fixé de règles particulières.

- pour les extensions de constructions portant sur la création de plus de 20 m² de surface hors œuvre brute et pour les reconstructions des maisons en ruines, la réalisation d'une étude technique spécifique* est conseillée.

* Cette étude devra analyser l'aléa mouvement de terrain au droit du site, les conséquences des terrassements envisagés sur celui-ci, à l'amont et à l'aval, ainsi que les mesures à prendre pour garantir la pérennité des conditions de stabilité

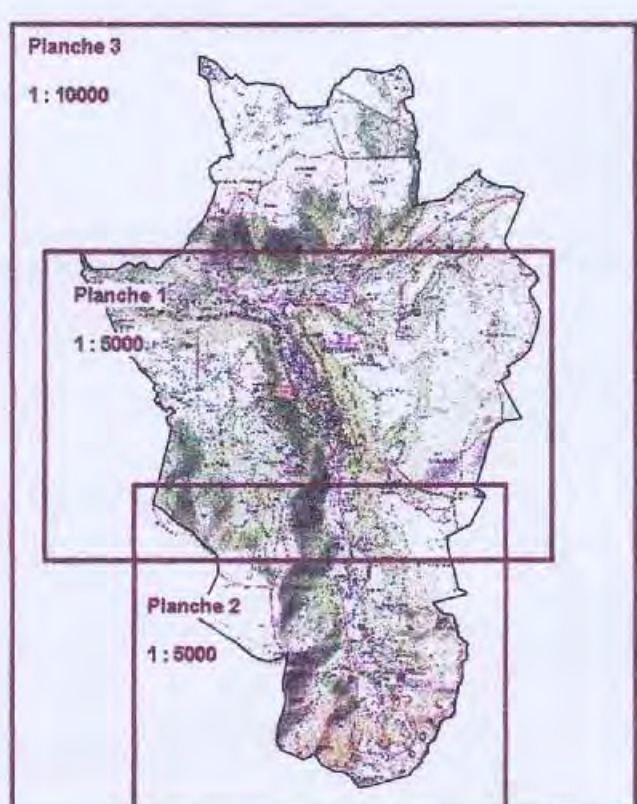


- | | |
|----|--|
| R1 | zone d'aléa fort à vulnérabilité élevée |
| R2 | zone d'aléa fort à vulnérabilité intermédiaire ou faible |
| B1 | zone d'aléa moyen à vulnérabilité élevée |
| B2 | zone d'aléa moyen à vulnérabilité intermédiaire ou faible |
| J | zone d'aléa faible |
| | zone d'aléa nul à très faible |
| | Secteur des Egravats (hors étude)
PPRN approuvé le 06/12/2005 |



PLAN DE PREVENTION DES RISQUES
NATURELS PREVISIBLES DE MOUVEMENTS DE TERRAIN
SUR LA COMMUNE DU MONT DORE

Plan de zonage réglementaire
Planche n° 3



Annexé à l'arrêté préfectoral
N° 08 / 04175
Modifié par arrêté préfectoral
N° 11/00135 du 3.8.2011
Pour le préfet,
Le secrétaire général,
Jean-Remond DORVILLE

Echelle : 1 / 100 000

Décembre 2008

PRESCRIPTION DU P.P.R. : 14 JANVIER 2004

Dossier Approuvé : décembre 2008 Planche n° 3 modifiée en janvier 2011

